

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

P. S. F.
ne passera pas

La querelle qui sépare actuellement les patriotes se réclamant de la « génération du Feu » nous incite à prendre position et à examiner les erreurs incontestables présentées par le mouvement des Croix de feu.

Les éléments composant le P.S.F. sont d'essence strictement patriotique. Les anciens croix de feu sont les fameux héros de la Grande Guerre. Les volontaires nationaux sont les fils bien élevés et bien pensants des précédents, prêts eux aussi à sacrifier leur vie pour la sauvegarde du pays, de notre belle France !

La Rocque, universellement connu maintenant et particulièrement dans notre pays n'a pas toujours été le président de cette association d'anciens combattants à la devise si fière, « Unis comme au front » ; il lui a fallu comme tout bon politicien se déclarer apolitique (il est au-dessus des mesquines batailles parlementaires qui rapportent aux élus 60.000 francs par an seulement, chiffre officiel), user de ruses pour arriver au poste tant enviable de chef.

Il nous en fait l'aveu lui-même lorsqu'il dément avoir touché les enveloppes de Tardieu : La Rocque avait rendu vers novembre ou décembre 1929 visite à Marcel Héraud, sous-secrétaire d'Etat « pour des motifs techniques intéressants la Défense aérienne ». Ayant annoncé qu'il allait sous peu entrer dans le Conseil d'Administration des Croix de Feu, Héraud lui dit alors que comme tant d'autres associations d'anciens combattants, les Croix de Feu pourraient être « aidés » par des subventions. Le Colonel de la Rocque répondit qu'il ne pouvait prendre cette offre en considération.

Voyez-vous cela ? Un responsable d'une association faible numériquement — à ce moment les croix de feu ne se composaient que d'un nombre restreint d'officiers pauvres en général, refuser une aide toute naturelle. Admirez la pudeur, l'honnêteté... Seulement, c'est à partir de cette époque que le Colonel de la Rocque devint un conseiller particulièrement écouté au sein de son mouvement. Son ascension assez rapide s'accélère encore à partir de ce moment. C'est en mars 1930 qu'il devint vice-président des C.F. S'il ne devint président officiel qu'en janvier 1932, sa place était réservée depuis qu'il avait su apporter à l'organisation un souffle nouveau, souffle particulièrement matérialiste : 20.000 francs par mois.

Cette subite renommée et le prestige qui s'en suivit créèrent au colonel quelques ennemis farouches au sein du mouvement. Mais cette animosité était contrainte de se dissimuler. D'autres « grands hommes » auraient voulu disputer au général lieutenant-colonel d'honneur de sauver la France et de se faire eux aussi les apôtres de la réconciliation nationale.

Les colonels Guillaume ou autres Pozzo di Borgo (ce dernier ne porte-t-il pas un nom prédestiné pour sauver la culture française) étaient de ceux-là.

Cette course à l'honneur ne date pas d'aujourd'hui. Au début de 1936, l'homme au cœur français et au nom de « noble étranger » avait déjà convoqué un « jury d'honneur » pour juger le chef du mouvement Croix de Feu. Malgré les terribles accusations portées par le premier, non seulement La Rocque ne se présente jamais, mais Pozzo di Borgo dut abandonner le mouvement.

Nous ne voudrions pas laisser supposer que le colonel connaissait les moyens d'acheter des complicités, ni que cet homme « intégré » ait su partout où il avait des sections donner l'ordre de faire silence sur ses soi-disant agissements et créer une antipathie « instinctive » à l'égard de celui qui avait osé douter du chef.

Toujours est-il qu'après un long silence, Pozzo di Borgo, empruntant les colonnes d'un journal qui « pense français et n'agit que dans l'intérêt français », *Choc*, dénonce les faits que nous avons relatés plus haut.

P. SERVANT.

(Suite en 2^e page.)

UNITE D'INACTION

Il semble que la réaction au pouvoir veuille axer sa propagande sur le thème de la surproduction nécessaire. Nous avons entendu déjà cette musique-là. Elle n'est pas tout à fait nouvelle à cela près que les bénéficiaires directs de la surproduction (les patrons) n'avaient pas l'avantage de s'entendre orchestrer par ceux qui en pâtissent (les ouvriers).

Pourtant le miracle est réalisé.

Georges Bonnet dans un discours à Périgueux et Racamond dans un article du *Peuple* constataient le même jour :

« Il est triste de penser qu'à l'heure présente, dans un certain nombre de domaines, la production française n'est pas en mesure de faire face aux besoins du marché intérieur, qu'elle alimentait normalement autrefois. »

(Georges Bonnet.)

et concluaient à la nécessité

« d'assurer le développement normal de la production afin de mettre notre pays en état d'égalité, voire de supériorité avec des concurrents habituels. »

(Racamond.)

Planistes et réformistes apportaient de leur côté leur petite pierre à l'édifice de la réaction en signalant depuis longtemps dans *Syndicats* l'urgence d'une production cohérente et redoublée pour donner à l'économie française une balance commerciale favorable, et en demandant que des mesures soient prises pour combler le vide des 40 heures et de l'exigence matérielle des ouvriers (sécurité, hygiène, rationalisation du travail au profit des producteurs).

Ainsi nous voyons depuis un an le patronat français formuler ses volontés et les matérialiser en soulignant les insuccès de la politique adverse qui rend la France tributaire de l'étranger, et les classes moyennes, les classes-cobayes, à la merci d'une fantaisie partisane ou d'un prophète de congrès.

Et depuis les adversaires de ce patronat ont pu voir se boucler autour de leurs rangs la cénit de la *compréhension nationale*.

Les planistes d'abord qui ont horreur des défaillances techniques et pour qui une belle machine économique fonctionnant avec ordre et raison est l'apogée des conquêtes ouvrières.

Puis les gauchistes de gouvernement s'autorisent à la fois des volontés patronales clairement manifestées et des scientifiques de la révolution planée.

Et en hommes pour qui l'économie comme la patrie part d'une compréhension naturelle, les

nationaux russes dits communistes français terminent en apothéose par l'abandon ou le sabotage des grèves ouvrières (qui mènent tout droit à la sous-production).

Les Bonnet, Racamond et Belin tout comme le grand Staline, dans un autre ordre d'activité, se trouvent d'accord pour une politique nationale (antisyndicaliste et antiouvrière) qui mette la réaction patronale au niveau des nécessités économiques de la France.

Car les besoins du marché intérieur (Bonnet) tout comme le développement normal de la production (Racamond) appellent une série de mesures qui taillent en pièces la volonté de l'ouvrier de concilier ses avantages comme consommateur à ses aises et libertés comme producteur dans un combat syndical de tous les jours, dans les manifestations, les sabotages, l'insubordination et les grèves, premier obstacle à une économie nationalement régénérée suivant des plans russes ou français.

La critique est aisée, dit-on, mais l'art est difficile.

Nous admettons qu'une balance commerciale déficitaire où la sous-production concourt avec la hausse des prix est un obstacle insurmontable à la stabilité de la monnaie et au redressement économique en général.

Nous admettons que des traits sur l'avenir — l'avoir du progrès ouvrier — ne peuvent être tirés indéfiniment sur la bourgeoisie.

Nous admettons que l'économie nationale est soumise à certaines nécessités comptables qui exigent à l'intérieur des frontières un rapport raisonnable entre ce qui est produit et ce qui est consommé, et internationalement entre les échanges de produits.

Nous admettons que le régime économique auquel fut soumis la France durant l'expérience Blum est un régime de folie.

Nous admettons qu'il fallait changer ce régime.

Mais où nous ne concéderons plus rien ni aux socialistes, ni aux planistes, ni aux communistes, c'est sur l'orientation de la nouvelle économie politique.

Durant un an le prolétariat a soumis la production économique à un régime impossible.

Le prolétariat n'est pas essayé à orienter ou désorienter l'économie bourgeoise.

Le 30 juin 36, le prolétariat a pris ses positions politiques. Il a formulé des revendications négatives sans souci de leur donner l'ossature d'un plan de rénovation capitaliste.

Pour n'avoir pas compris cela, les socialistes réformistes ont abandonné l'économie à des me-

sures successives qui se neutralisent l'une par l'autre.

Et aujourd'hui, force est au liquidateur Chautemps de rendre au pays désorienté une économie classique, une économie de raison, dans le cadre où peut évoluer un Chautemps, c'est-à-dire dans le libéralisme bourgeois, en déloger le prolétariat des positions politiques conquises en juin 36.

Ce qu'il faut dire, c'est que l'expérience Chautemps rend la France à un régime de raison dans la mesure où le capitalisme est un régime de raison.

Blum et consorts ne peuvent rien contre cette expérience parce qu'ils n'admettent plus la dérivation du régime capitaliste dans sa totalité.

C'est pourquoi Blum a couvert le premier son successeur-prédécesseur Chautemps.

C'est pourquoi les bonzes syndicaux (*tous les bonzes syndicaux*) applaudissent aux parades de raison du libéral bourgeois Georges Bonnet.

Il y aura bien là et là des frottements parce que la direction politique leur échappe momentanément et aussi pour se préserver par avance de la légitime colère des ouvriers.

Si le capitalisme peut se survivre et s'améliorer, Chautemps a raison.

Si l'expérience Blum fut raisonnable son successeur et prédecesseur Chautemps a raison.

C'est pourquoi les bonzes syndicaux sont déraisonnables, Chautemps, qui soit possible pour la classe ouvrière française si elle entend vraiment que soient sauvegardées et approfondies les transformations sociales réalisées en Catalogne, en Aragon et dans le Levant sous l'impulsion de la C.N.T. et de la F.A.I.

Ce que nous nous proposons aujourd'hui, c'est d'esquisser à grands traits la seule politique d'aide à la révolution espagnole qui soit possible pour la classe ouvrière française si elle entend vraiment que soient sauvegardées et approfondies les transformations sociales réalisées en Catalogne, en Aragon et dans le Levant sous l'impulsion de la C.N.T. et de la F.A.I.

Ce n'est plus un secret que la révolution espagnole, incarnée dans les masses anarchosyndicalistes, se trouve menacée et gravement battue en brèche non seulement par Franco et ses maîtres italiens et allemands, mais aussi par Negrin et ses maîtres russes facilement soutenus par l'impérialisme français et ses social-patriotes des trois Internationales.

Le premier remarque qui s'impose quand on fait cette constatation, c'est que, de toute évidence, le salut de la révolution en Espagne ne peut être le fait d'aucune combinaison impérialiste, d'aucun changement de politique impérialiste en Espagne ; tous les impérialismes, les « démocratiques » comme les « fascistes » s'avèrent à la lumière des faits comme également hostiles en Espagne à la socialisation, ou plus exactement à la syndicalisation des moyens de production et d'échange.

Puisque la classe ouvrière seule, en France comme dans n'importe quel pays, a intérêt à soutenir la révolution en Espagne, c'est la classe ouvrière française qui peut seuls agir en faveur des révolutionnaires espagnols.

Encore faut-il pour cela que les appels nécessaires lui soient adressés.

Dès l'automne dernier, quand nous lancions dans l'indifférence et l'hostilité des organisations ouvrières françaises le seul mot d'ordre possiblement efficace d'aide au prolétariat espagnol en lutte contre ses exploiteurs : « C.G.T., à l'action ! » nous insistions sur la scandaleuse carence qui avait marqué, pour le plus simple des devoirs : l'aide financière au syndicalisme espagnol.

Nous ne nous leurons pas évidemment sur l'importance qu'il y a pour nous, comme facteur déterminant, une aide financière sérieusement organisée au sein de la C.G.T.

Pourtant, quand on sait quel moyen de pression contre-révolutionnaire ont consisté les refus que le gouvernement de Madrid, puis de Valence, ont opposés aux pressantes demandes de crédits faites par la Catalogne, cette aide fut éloignée.

Le front d'Aragon, boycotté et saboté par la bourgeoisie républicaine et par les Stalinistes, s'en seraient mieux porté ; à l'arrière, le rapport de force entre la révolution anarchosyndicaliste, la généralité, et la Guérilla se fit modifié à notre avantage.

Par-dessus tout enfin, la mise en œuvre de la solidarité financière fut forcément rapprochée les travailleurs français des révolutionnaires espagnols, elle les fut éclairés, leur fut donné une conscience nette de la lutte de classes en Espagne et les fut dressés par cela même contre ceux qui, en France comme là-bas, manient l'idée prévisible de la révolution au profit de la conservation sociale et nationale et de la guerre « démocratique ».

Résumons-nous :

A présent, plus encore qu'à l'automne, il faut organiser au sein des cinq millions de

Le consulat Chautemps-Bonnet-Blum à l'œuvre...

La hausse vertigineuse du coût de la vie rend presque nulles les augmentations de salaires obtenues dans les grèves de juin.

Devant l'offensive de la bourgeoisie, le prolétariat français se souviendra-t-il que c'est son action directe qui l'a mise en échec l'an passé ?

Si l'on veut vraiment aider la révolution en Espagne....

Nous avons montré dans notre dernier article quelles fins contre-révolutionnaires en Espagne et quelle politique de guerre impérialiste et nationale-communiste d'« aide à l'Espagne républicaine », de « libre commerce des armes avec l'Espagne » et de « recours à la S.D.N. démocratique contre l'agression et l'invasion fascistes en Espagne », dissimulait des mots d'ordre propres à satisfaire à peu de frais les sentiments des ouvriers français.

Ce que nous nous proposons aujourd'hui, c'est d'esquisser à grands traits la seule politique d'aide à la révolution espagnole qui soit possible pour la classe ouvrière française si elle entend vraiment que soient sauvegardées et approfondies les transformations sociales réalisées en Catalogne, en Aragon et dans le Levant sous l'impulsion de la C.N.T. et de la F.A.I.

C'est d'espérer à la révolution espagnole, incarnée dans les masses anarchosyndicalistes, se trouve menacée et gravement battue en brèche non seulement par Franco et ses maîtres italiens et allemands, mais aussi par Negrin et ses maîtres russes facilement soutenus par l'impérialisme français et ses social-patriotes des trois Internationales.

Le premier remarque qui s'impose quand on fait cette constatation, c'est que, de toute évidence, le salut de la révolution en Espagne ne peut être le fait d'aucune combinaison impérialiste, d'aucun changement de politique impérialiste en Espagne ; tous les impérialismes, les « démocratiques » comme les « fascistes » s'avèrent à la lumière des faits comme également hostiles en Espagne à la socialisation, ou plus exactement à la syndicalisation des moyens de production et d'échange.

Puisque la classe ouvrière seule, en France comme dans n'importe quel pays, a intérêt à soutenir la révolution en Espagne, c'est la classe ouvrière française qui peut seuls agir en faveur des révolutionnaires espagnols.

Encore faut-il pour cela que les appels nécessaires lui soient adressés.

Dès l'automne dernier, quand nous lancions dans l'indifférence et l'hostilité des organisations ouvrières françaises le seul mot d'ordre possiblement efficace d'aide au prolétariat espagnol en lutte contre ses exploiteurs : « C.G.T., à l'action ! » nous insistions sur la scandaleuse carence qui avait marqué, pour le plus simple des devoirs : l'aide financière au syndicalisme espagnol.

Nous ne nous leurons pas évidemment sur l'importance qu'il y a pour nous, comme facteur déterminant, une aide financière sérieusement organisée au sein de la C.G.T.

Pourtant, quand on sait quel moyen de pression contre-révolutionnaire ont consisté les refus que le gouvernement de Madrid, puis de Valence, ont opposés aux pressantes demandes de crédits faites par la Catalogne, cette aide fut éloignée.

Le front d'Aragon, boycotté et saboté par la bourgeoisie républicaine et par les Stalinistes, s'en seraient mieux porté ; à l'arrière, le rapport de force entre la révolution anarchosyndicaliste, la généralité, et la Guérilla se fit modifié à notre avantage.

Par-dessus tout enfin, la mise en œuvre de la solidarité financière fut forcément rapprochée les travailleurs français des révolutionnaires espagnols, elle les fut éclairés, leur fut donné une conscience nette de la lutte de classes en Espagne et les fut dressés par cela même contre ceux qui, en France comme là-bas, manient l'idée prévisible de la révolution au profit de la conservation sociale et nationale et de la guerre « démocratique ».

Résumons-nous :

A présent, plus encore qu'à l'automne, il faut organiser au sein des cinq millions de

LA F.A.I. SE « NORMALISE »

La F.A.I. qui, jusqu'en ces derniers temps, pouvait être considérée par les secteurs antifascistes : socialiste, bourgeois et communiste comme un organisme clandestin, vient de se métamorphoser, par un acte qui a eu là-bas un grand retentissement, en une organisation politique absolument licite, apte à jouer son rôle sur le plan légal de la Démocratie, à l'égal de tous les partis de gouvernement.

Un élément tout nouveau est ainsi introduit dans la structure politique de l'Espagne gouvernementale. Et un élément qui a son importance dans la conjoncture de l'heure. On fera bien de ne pas le perdre de vue en France.

IMPORTANTES DÉCLARATIONS DE JOAQUIN ASCASO AU "PEUPLE"

Nous reproduisons ci-dessous les passages essentiels de l'interview de notre camarade Joaquin Ascaso, président du Conseil d'Aragon, interview publiée dans le Peuple du 10 août sous la signature d'André Juin. Ces déclarations, fort nettes comme on le verra, donnent dans l'ensemble une bonne réponse aux problèmes politiques posés devant nos camarades, tant sur la question de la guerre extérieure, que sur l'obstruction des staliniens à l'œuvre révolutionnaire.

— Votre mouvement de collectivité est-il le résultat de vos décisions de congrès ou l'expression de la volonté populaire ?

— Dans nos congrès, nous avions souvent abordé le problème de la reconstruction économique après la révolution, mais nous n'avions jamais élaboré un plan précis. La collectivisation en Aragon a été l'œuvre des ouvriers et des paysans.

— On peut donc dire que vous n'avez pas imposé vos théories communistes libertaires ?

— Absolument pas. La meilleure preuve, c'est que l'ordre économique règne partout et que la récolte de 1937 dépassera de beaucoup les récoltes antérieures.

— Quelles furent les principales difficultés rencontrées ?

— Manque de militants pour organiser nos collectivités et résistance sourde de certains éléments bourgeois. A la campagne, des propriétaires ont tenté de paralyser nos entreprises de collectivisation ; à la ville, des techniciens ont abandonné les usines, laissant les ouvriers se débrouiller seuls.

— Quelles mesures prenez-vous contre eux ?

— Aucune. La collectivisation est tellement populaire que nous ne craignons pas de laisser à chacun la liberté d'y adhérer ou non, et même, pour ceux qui y participent de s'en retirer pour exploiter individuellement leur bien.

— Ce cas se produit-il souvent ?

— Jusqu'alors, non. Pourtant, sous l'influence d'éléments politiques que je ne puis nommer, un mouvement de désaffection à l'égard des collectivités se manifeste. Ce mouvement n'est pas dangereux dans ses résultats, mais surtout par son origine et par ce qu'il préside pour l'unité de notre mouvement.

— Puisque nous parlons d'unité, laissez-nous vous dire qu'en France on comprend mal que devant les dangers qui vous assaillent, vous n'ayez pas su déjà la réaliser.

Ascaso nous rassure :

— L'unité d'action est constamment réalisée à la base. L'unité organique se heurte aux susceptibilités quelquefois même aux manœuvres des sommets. Cependant, de notre côté, à la C.N.T., nous sommes prêts à tous les sacrifices pour la voie s'accomplir. Je dirai mieux : il faut que l'expérience espagnole serve de leçon au prolétariat mondial afin qu'il réalise une seule et unique organisation internationale.

— Vous ne feriez donc pas de votre actuelle affiliation à l'A.I.T. et de votre adhésion éventuelle à la F.S.I. par exemple, une question de principe ?

— Aucune. Nous sommes prêts à tout sacrifier pour l'unité : à l'intérieur comme à l'extérieur.

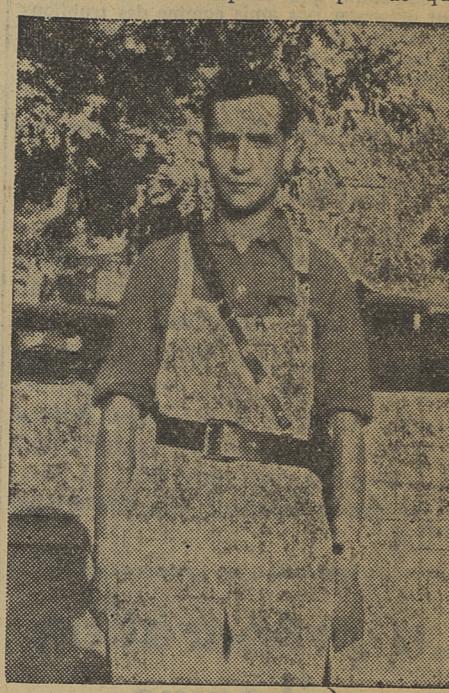
Notre entretien se continue avec beaucoup de liberté de pensée de part et d'autre. Ascaso regrette l'attitude du gouvernement de Front populaire à l'égard de la révolution espagnole. Nous en profitons pour rétablir certains faits et préciser que la crainte de la guerre a considérablement influencé l'attitude des organisations ouvrières françaises.

— On craint, précisons-nous, que vous ne voyiez dans un conflit qui opposerait la

France à l'Allemagne ou à l'Italie, par exemple, un moyen de vous soulager de l'étreinte fasciste. De là à supposer que nous ne poussiez à la guerre, il n'y a qu'un pas que beaucoup ont bientôt franchi.

— Mais... nous n'attendons rien de la guerre ! s'exclame Ascaso. D'abord, rien ne prouve que nous ne serions pas les premières victimes d'un conflit mondial. S'il est admis que l'offensive actuelle du fascisme international en Espagne est le commencement de son offensive contre ce qui reste de démocraties dans le monde, il appartient au peuple de France, et à lui seulement, de déterminer son attitude devant un danger qui le menace. Pour le moment, nous sollicitons de son amitié une aide matérielle plus grande afin d'être mieux armés pour mener nous-mêmes notre guerre de libération.

— Nous ne vous poserons pas de ques-



Joaquin Ascaso

tion d'ordre militaire ; cependant, laissez-nous vous exprimer l'étonnement de nos milieux ouvriers devant la stabilité du front d'Aragon. Ainsi, pendant l'offensive des rebelles contre l'Euzkadi, beaucoup chez nous espéraient en une diversion sur le front d'Aragon pour soulager les malheureux Basques.

Ascaso quitte le meuble contre lequel il est adossé et fait quelques pas dans la pièce en esquissant des bras un geste d'impuissance. Puis, revenant droit vers nous, ses yeux fixent les nôtres, il déclare :

— Le front d'Aragon est le seul qui non seulement n'a pas cédé de terrain, mais en certains endroits a amélioré ses positions. Nous mentionnons la guerre en Aragon avec nos seuls moyens. Nous n'avions ni tanks ni avions. Toute offensive sérieuse nous était ainsi interdite malgré la volonté de combat de nos colonies. Maintenant, la solidarité doit s'amplifier si nous voulons faire mieux encore.

— Nous améliorons... A nos amis de la région parisienne nous

Poussant jusqu'au bout notre souci d'impartialité, nous questionnons :

— Peut-être votre mauvaise volonté à l'égard du gouvernement de Valence explique-t-elle votre pénurie de moyens matériels, car enfin, depuis un an, l'activité industrielle, à Barcelone particulièrement, a dû vous permettre de construire des avions et des tanks ?

— C'est exact quant à l'activité industrielle : mais celle-ci est répartie par le gouvernement central. A l'égard de ce gouvernement, nous observons une attitude disciplinée. Nous avons accepté son contrôle. Nous avons accepté la militarisation. Nous avons accepté de dissoudre nos patrouilles de contrôle et de laisser aux gardes d'assaut envoyées de Valence le soin d'assurer la police du pays. Cela, vous avez pu le constater...

— C'est exact. Partout où nous sommes passés, seuls les gardes d'assaut assuraient le contrôle des communications et partout les milices confédérées ont accepté la militarisation. Les éléments étrangers qui s'y sont refusés ont été évacués sur l'arrière et des mesures de rapatriement sont en voie d'exécution.

— Comment, dans ce cas, expliquer les bruits qui courrent concernant vos désaccords avec Valence ?

— Je vous répète que nous ne faisons obstacle à rien de ce qui est motivé par les besoins de la guerre... Mais, sur le plan économique, nous n'acceptons pas que le peuple soit démunie de ses conquêtes. Dans l'état actuel des choses, toutes les mesures prises par le gouvernement central n'émanent que de sa propre volonté. Nous pensons qu'il n'est pas possible d'appliquer ces mesures sans tenir compte de la situation existante actuellement, situation voulue et créée par le mouvement des masses. Le syndicalisme français, démocratique et fédéraliste, nous comprendra sans peine.

Une dernière question en nous serrant la main :

— Le moral est-il bon ?

— Tout comme au premier jour. J'ai confiance, nous arriverons à bout de toutes les difficultés. Toutes les révoltes connaissent ces difficultés. Je reste inébranlable. Pourtant, comme beaucoup de mes camarades, je suis parfois affecté par les attaques injustes de certains et inquiet des manœuvres politiques des autres.

André JUIN.

Enfin après les hommes, la pensée. Le gouvernement Negrin s'efforce maintenant de museler la presse confédérée et anarchiste par les mêmes procédés employés naguère par les « républicains » de l'époque du « bien noir » ou par Primo de Rivera. Une fois de plus, C.N.T., l'organe madrilène de la Confédération, a été suspendu pour huit jours. « La Soli » elle-même, pour la première fois depuis le 19 juillet 1936, vient d'être frappée d'une suspension de cinq jours. Rappelons en passant que la « Soli » est, par son tirage, 220 000 exemplaires, le plus grand de tous les journaux d'Espagne.

Les staliniens cherchent-ils un nouveau 3 mai ?

Il y a quinze jours, on s'en souvient, nous posions cette question devant les menaces à l'encontre formulées par les gens de Staline à l'égard des révolutionnaires espagnols de la C.N.T.F.A.I et du P.O.U.M. Nous avions remarqué que ces menaces avaient pris une forme concrète dans les résolutions prises à la conférence du P.S.U.C. à Barcelone.

Depuis quinze jours les événements n'ont fait que confirmer nos prévisions. Il est clair que le plan de répression contre les révolutionnaires espagnols dont nous parlions la semaine passée se réalise progressivement. Des abus de pouvoir, des poursuites judiciaires, des attentats, des crimes se sont multipliés. De nombreux militants de la C.N.T.F.A.I. sont en prison. Certains, et non des moindres, ont disparu. Le P.O.U.M. a été l'objet de persécutions nombreuses et l'on a même vu ce fait honorer que les poursuivis seront jugés en vertu d'un décret promulgué le 23 juin, soit sept jours après leur arrastation, qui est du 16. Justice rétroactive !

Il y a aussi la justice expéditive issue en droite ligne des procédés du Kremlin. Nombre de militaires en ont déjà été les victimes et une note laconique demandant du gouvernement Negrin à l'égard de l'« évastion » de Nin, mais on n'a pas osé démentir le bruit — que nous avons rapporté la semaine passée — selon lequel Nin et ses compagnons avaient été exécutés lors de leur transfert d'une prison à une autre.

« L'utilité gouvernementale actuelle contraste avec celle du début de la Révolution où l'on arme les ouvriers. Pourquoi les désarmez alors que la lutte est plus acharnée que jamais ?

— Je ne puis approuver une politique que je tiens pour enracinée d'erreurs en ce qui a trait au plan militaire et à la procédure non observée de camaraderie envers la multitude ouvrière d'Espagne. Je vais renseigner l'opinion saine, l'opinion ouvrière et campagnarde, la grande opinion espagnole, celle des champs, des usines, des ateliers sur mes actes et sur ceux de chacun en ce moment si grave pour la République et le prolétariat. »

Cette inquiétude tardive de Largo Caballero et de ses amis a cependant hâti la conclusion de l'accord proposé vainement à l'U.G.T. par la C.N.T. depuis plus d'un an.

Cet accord, que nous avons publié dans ses grandes lignes la semaine passée, a cependant eu le don de mettre en rage les communistes qui ont prétendu y voir une manœuvre contre l'unité antifasciste ! Certes on conçoit que l'unité syndicale les staliniens dans leur politique de conservatisme social.

Mais ce n'est pas évidemment ce qu'ils ont objecté. C'est été trop de découvrir. Ils ont préféré en marquer l'insuffisance en ce qui concerne les problèmes vitaux de la guerre.

Mariano Vasquez, secrétaire général de la C.N.T., leur a tout justement rétorqué dans des déclarations publiques (« Soli » du 3 août) qu'il s'agissait en rien d'un programme, mais avant tout d'un pacte initial d'entente et de respect mutuel.

Les communistes qui sentent la faiblesse de leur position auprès des masses ouvrières (desquelles veulent l'unité syndicale) et qui ne peuvent se maintenir que par l'appui qu'ils reçoivent de l'étranger et matérinellement de la Russie et moralement de la France surtout — ont tenté ici même une offensive insidieuse contre nos camarades de la C.N.T.F.A.I. et contre les antifascistes qui refusent de marcher sous leur houlette.

L'« Humanité » a publié le 6 la protestation du bureau politique du P.C. espagnol contre l'alliance U.G.T.-C.N.T. en présentant celle-ci comme une manœuvre d'éléments hostiles à l'unité antifasciste ! (?) L'hypocrite « Vendredi », qui est plus ou moins devenu une manœuvre contre les anarchistes espagnols. Toute cette clique d'intellectuels et de journalistes attachés corps et âme à Staline marcherait demain, si le fallait, contre ces abominables anarchistes qui, au nom de l'unité « antifasciste » — celle des staliniens, bien entendu — ne voudraient pas se laisser assassiner en silence.

Seulement, la partie n'est pas jouée. Loin de là. On nous a rapporté qu'en Espagne même, les persécutions contre les anarchistes et les poursuites contre le P.O.U.M. auraient désorienté au sein du P.S.U.C. même un certain nom de nouveau venu. D'autre part l'histoire de la C.N.T.F.A.I. démontre par trop d'exemples, que ce n'est pas par la terreur qu'on peut anéantir la pensée libertaire et le mouvement prolétarien en Espagne.

Seulement, les manœuvres des seides de Staline et de leurs alliés bourgeois, peuvent en se développant, créer de nouvelles difficultés à la lutte contre Franco et pour la révolution.

A nous d'y faire obstacle en dénonçant ici leurs complices et en détrônant les ouvriers abusés par leurs mensonges.

Louis ANDER.

POUR UNE SOLIDARITÉ PERSISTANTE

Le Comité pour l'Espagne libre qui, depuis le début des hostilités s'est donné pour tâche de coordonner toutes les énergies afin d'assurer le ravitaillement des vaillants défenseurs de nos libertés et des populations victimes du fascisme, rappelle que la bataille acharnée qui se poursuit aujourd'hui, n'est plus seulement contre les troupes mercenaires de Franco, mais pour faire échec à la contre-révolution qui s'organise à l'intérieur, rend plus nécessaire que jamais que s'exerce à l'égard de nos camarades d'Espagne toute la solidarité indispensable, sous forme de dons en nature et en argent.

D'autre part, nos camarades continuent à porter régulièrement aux deux cents enfants de notre colonie de Llanas tout ce que nous pouvons recueillir en : vêtements, linge, chaussures, médicaments, jouets, etc. Comme vivres : lait condensé, sucre, pâtes alimentaires, chocolat, café, farine, confitures, gâteaux secs, etc... De ce côté aussi, la solidarité doit s'amplifier si nous voulons faire mieux encore.

Quelques dizaines de carnets de tombola invendus nous sont revenus ces jours-ci. Que ceux de nos camarades qui en auraient le placement n'hésitent pas à nous en faire la demande.

A tous ceux qui détiennent encore des carnets en dépôt nous demandons de les écouter le plus rapidement possible et de faire rentrer au plus tôt le produit de la vente.

Tous à la besogne, il n'en manque pas.

Le Comité pour l'Espagne libre, 26, rue de Crussol, Paris-11^e. Téléphone : Roquette 73-96.

**

Le Comité pour l'Espagne libre et au Libertaire,

ce moment réquisitionner par force tous les camions, qui ont été acquis en se privant de vivres dont on avait besoin.

Et après les camions, on réquisitionne le blé, les moissons nouvelles, sous la menace d'une irruption armée, sans donner en échange ni argent ni autres produits. Ce sont des réquisitions forcées.

Voilà l'œuvre du gouvernement qui, pour la galerie, a légalisé les collectivités agraires. Cette légalisation a pour but de mieux dissimuler la manœuvre d'étrangement que l'on réalise méthodiquement.

LE CONSEIL D'ARAGON

L'offensive s'étend au Conseil d'Aragon, qui n'a pourtant jamais géné d'une façon efficace les manœuvres du gouvernement central et des partis politiques. Mais de toute façon il protège comme il peut les collectivités, il les aide même. C'est suffisant. Il faut le balayer. Les communistes, toujours à la tête des offensives réactionnaires, ont commencé les critiques depuis longtemps. Le bloc contre-révolutionnaire s'est soudé. Le Conseil d'Aragon est débordé en tant que force armée. La dissolution ne peut tarder.

L'ELEMENT CHANTAGE

Que faire ? Seul un soulèvement général des paysans aragonais peut les sauver.

Mais, comme toujours, on hésite à créer une situation politique qui favoriserait une offensive foudroyante de l'armée fasciste et qui nous ferait passer, devant le monde, comme les responsables d'une défaite définitive.

Les gouvernements, les politiciens, les conservateurs — fascistes, républicains, socialistes et communistes — tous d'accord, en profitent. La résistance d'un village isolé ou de plusieurs est aussi impossible. Gardes d'assaut, gardes nationaux, carabineros se concentrent rapidement, par centaines, avec des mitrailleuses, des crapouillots et de l'aviation si c'est nécessaire.

Jusqu'où ira cette offensive ? Je n'en sais rien. Mais il est grand temps de la démasquer, de se guérir d'un optimisme systématique qu'aliumentent surtout ceux qui ne voient pas les choses de près. Il est temps de réagir sur le plan international. Le but de l'alliance gouvernementale et des gens de droite qui sont aux cotés du gouvernement est de détruire les collectivités. Je vous ai dit le chemin qu'ils ont parcouru.

Je vous dis maintenant que vous devez les défendre sans perdre une minute.

Robert LEFRANC.

L'OFFENSIVE contre les COLLECTIVITÉS D'ARAGON

Je vais surtout, dans cet article, me rappeler aux collectivités d'Aragon, parce que je vis avec elles depuis plusieurs mois et parce qu'elles peuvent, à juste titre, être considérées comme le mouvement d'ensemble le plus complet que la révolution espagnole présente au point de vue socialisation.

Mais ce que je raconterai peut s'appliquer à toutes les collectivités, à toutes les constructions révolutionnaires de l'Andalousie ou de la Castille, de la Catalogne et du Levant, de l'Aragon et du peu d'Estremadure qui nous reste. Cela a été la politique de tous les partis et de toutes les fractions politiques sans exception, et s'il en est, menacés d'ostacisme ou d'aniement, s'inclinent en ce moment vers nous, ils n'en ont pas moins agi de même quand ils étaient au pouvoir.

CONDITIONS D'AMBIAISE

Si la socialisation libertaire a pu être poussée si rapidement et si à fond en Aragon, c'est grâce à un concours de circonstances qu'on ne peut pas ignorer. Il y a d'abord un phénomène de psychologie. L'Aragonais est avant tout un homme, une individualité, souvent rude dans son aspect extérieur, profondément bon en lui-même. C'est à juste titre qu'il a la renommée d'être, parmi les différentes divisions ethnologiques d'Espagne, le plus noble de tous.

Il n'a pas été commandé, faisant son travail, accomplissant sa tâche par conséquence, par sentiment du devoir.

Cette caractéristique favorisa l'application de nos principes. Au point de vue économique, le misère séculaire des paysans d'Aragon, l'étendue de la grande propriété devaient

La F.A.I. se "normalise"

(Suite de la 1^{re} page)

Quoi qu'il en soit, c'est de Catalogne, c'est-à-dire de la région où la prééminence de l'esprit anarchiste ne peut être contestée que devait partir l'offensive réactionnaire. Par Barcelone on aurait Valence et tout le reste.

**

Avec une astuce consommée les staliniens, forts de leurs appuis extérieurs, font des secours en hommes et en matériel qu'apportait Moscou à la cause gouvernementale espagnole identifiée à la cause populaire, forts du sentiment de reconnaissance qui ne pouvait manquer de naître au cœur des foules, les staliniens entreprirent méthodiquement de déprécier et de saboter l'œuvre des anarchistes tant à l'arrière qu'au front. En même temps ils aggrémentaient contre les anarchistes tous ceux qui avaient une raison de s'en plaindre ou de les redouter : bureaucratiques soucieux de leurs prérogatives, mercantils et petits propriétaires ou artisans préoccupés de leur réintégration dans l'ordre de la propriété, de l'exploitation et du profit, fascistes notoires habilement camouflés, tourbe des claque-patins et gens du milieu en mal de position sociale, bref tout un amalgame d'individus sans qualification sociale bien tranchée mais qui animait une commune haine de la révolution populaire et des anarchistes. Cet amalgame hétéroclite, auquel il faut joindre quelques milliers d'ouvriers de l'U.G.T. circonvenus, encadrés par des techniciens, protégés aux listières par la Guépou et les hommes de choc, conduits par des stratégies sortis des écoles du Komintern, atteignit bientôt des effectifs capables de le disputer en nombre, — selon des affirmations non contrôlées, — à ceux de la C.N.T. Et dès lors que celle-ci, toute occupée à son travail constructif ne faisait que prêcher l'union, pratiquait la politique de la main tendue, voire celle de l'affaiblissement, Staline, nous voulions dire le P.S.U.C. avait beau jeu pour développer son action. Après s'être fait la main contre le P.O.U.M. et enregistré à cette occasion la faiblesse extrême de la réaction de la C.N.T. et de la F.A.I., il fit valoir des prétentions plus hautes. Croyant son heure venue en mai de cette année, il tenta le grand coup. D'ailleurs, la conjoncture diplomatique et les ordres impératifs de Moscou ne lui permettirent plus de louoyer, d'agir par en dessous. Il importait de cultiver la F.A.I. et de porter à la C.N.T. un coup dont elle ne se relèverait pas. Les journaux de Front populaire avaient déjà aiguise leurs plus belles plumes pour rédiger l'éloge funèbre de la F.A.I. L'« Euvre » en particulier qui est le journal radical de l'ambassade russe à Paris devait se signaler en la circonstance par un zèle laudatif à l'adresse des communistes « hommes d'ordre » triomphant de l'« hydre de l'anarchie », dont le caractère prophétique et symbolique ne devait pas trouver confirmation dans la réalité du lendemain. Il est de fait que les « succès » de Barcelone eussent pu tourner

au plus mal pour leurs instigateurs communistes...

On connaît la suite. La capitulation de commandement — c'est un sacrifice que Durutti n'avait certainement pas prévu, une concession qu'il n'aurait certainement pas voulu — eut pour effet de permettre aux staliniens de se déshabiller sans mesure, de dominer la situation jusqu'à Valence. Ils la dominent encore. Et si nous fallait ici dénombrer leurs exactions, les décrire, tout le journal n'y suffirait pas. Aussi bien les lecteurs du « Libertaire » savent-ils à quoi s'en tenir après les relations d'événements qui leur ont été rapportées dans ces colonnes. Beaucoup d'entre eux ont désespéré. Beaucoup d'entre eux ont dû dire : « nous ne comprenons plus ! » Eh ! bien, il faut s'efforcer de comprendre et ne pas désespérer. Les événements se chargeront avant peu, il s'en chargent déjà de prouver, en Espagne comme ailleurs, la stérilité, la nocivité du stalinisme. Mais en Espagne, la F.A.I., la C.N.T. et la partie saine de l'U.G.T. bien que durablement éprouvées sur le terrain spécifique légal et établi, sont demeurées des puissances de premier ordre sur le terrain économique. Le stalinisme se brisera les dents et les griffes à les en vouloir déloger. Or, qui tient bon sur l'économie n'est pas loin de tenir l'Etat à discrétion. Et si la F.A.I. s'est rendu compte qu'hier elle prétrait le flanc aux attaques communistes en raison de la dualité qui était en elle : d'une part, son adhésion, non pas seulement tacite mais effective, à la légalité gouvernementale, aux normes établies, et d'autre part, son action directe, révolutionnaire, incontrôlable, — si elle s'est rendu compte qu'elle était pourchassée dans ses éléments « incontrôlables » et dans son action révolutionnaire en rupture forcée avec la légalité préexistante, qu'il y avait là tout au moins un prétexte adroit pour lui porter des coups de traître, et si, en connaissance de cause elle rectifie sa position et s'arme elle-même de la légalité d'hier pour en arriver plus sûrement à la légalité de demain, elle devient invulnérable. Du moins ses adversaires devront-ils modifier leur tactique, choisir de nouveaux prétextes, et leur embarras sera grand.

L'apogée du stalinisme en Espagne est désormais dépassé. Il est au déclin. Il aura marqué son ascension par un surcroît de misères et de deuils dont les anarchistes n'auront pas été les seuls à souffrir. Il aura mis en péril la cause du peuple espagnol. C'est une leçon qui ne sera pas perdue. Elle vaudra pour la classe ouvrière de tous les pays.

RHILLON.

UN DOCUMENT IMPORTANT

La semaine prochaine nous commencerons la publication d'un document d'une importance capitale : « LA NOUVELLE STRUCTURE ORGANIQUE DE LA F.A.I. »

quence, on devient orateur, conseil aux jeunes, Sébastien Faure.

L'Anarchie dans l'Evolution Socialiste, par P. Kropotkine.

L'Organisation de la vindicte appelée Justice, par P. Kropotkine.

BROCHURES DIVERSES

Pourquoi je ne crois plus en Dieu, par E. Chaperier (1,20).

L'Etat, son rôle historique, par Pierre Kropotkin (1,20).

L'Anarchie, par Elisée Reclus.

Le droit d'ignorer l'Etat, par H. Spencer.

L'A. B. C. du Libertaire, par Jules Lemina.

Malthus et l'Anarchisme, par C. L. James.

Les crimes de Dieu, par Sébastien Faure.

Les endormeurs, par Michel Bakounine.

L'Education de demain, par C. A. Laisant.

Propos subversifs, par Raoul Odin.

La Peste religieuse, par Jean Most.

La Loi et l'Autorité, par Kropotkine.

Communisme et Anarchie, par Kropotkine.

Un frère le paysan, par Elisée Reclus.

La Rhétorique du peuple, par Raoul Odin.

Le droit à la Paresse, par Paul Lafargue.

A bas les morts, par Girault (suivi de Le Guilt de la charogne).

Les Capitalismes en Guerre, de Breyer à la Ruhr, par Rhillon.

L'Esprit de révolte, par Pierre Kropotkine.

Pages d'histoires socialistes, par W. Tcherkeffoff.

L'Action anarchiste dans la Révolution, par P. Kropotkine.

Les Incendiaires, par Eugène Vermesch.

L'anarchie et l'Eglise, par Elisée Reclus.

L'idée révolutionnaire dans la Révolution, par Kropotkine.

Ce que veulent les Anarchistes, par G. Thonard.

A bas les chefs, par J. Dejacques.

Les Trois Complices, par René Chauchi.

Réponses aux parades d'une croyante, par S. Faure.

Les propos subversifs de Sébastien Faure : La Faute Rédemption, La Dictature de la Bourgeoisie, La Pouvoir parlementaire, Leur Patrie, La Morale officielle... et L'Autre, La Femme, L'Enfant, Les Familles nombreuses, Les Métiers Haïssables, Les forces de la Révolution, Le Chambardement, La véritable Révolution, chaque brochure 0 fr. 60.

Le Mariage, le Divorce et l'Union libre, par J. Maresan.

Parmi nos Pionniers, 26 portraits, 26 pensées par Albin.

La Question Sociale, position de la question, par S. Faure.

Centralisme et Fédéralisme, par un groupe de syndicalistes.

Elisée Reclus, par Han Ryner.

La Femme Esclave, par René Chauchi, suivi de Dépopulation et Civilisation, par la doctesse M. Pelleter.

Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkine.

Le Travail-Argent, par Rhillon.

Le Salariat, par Kropotkine (suivi de A Mon Frère le Paysan, par Elisée Reclus).

Anarchisme et Coopération, par Georges Basquier.

La Liberté individuelle, par Edouard Rothen.

Les Prisons, par Pierre Kropotkine.

Le Syndicalisme révolutionnaire, par V. Grieffeu.

Francisco Ferrer, Anarchiste.

Propos d'Éducateurs, par Sébastien Faure.

La Liberté, son aspect historique et social, par S. Faure.

L'Orateur Populaire, les sources de l'élo-

MALGRÉ LE FRONT POPULAIRE

L'impérialisme français accentue la répression en Indochine

Tao, Ta-thu-Thau et Ninh, militants connus et aimés des masses indochinoises viennent d'être condamnés, les premiers à 2 ans, le troisième à 5 ans de prison.

Telle est la brutale nouvelle qui nous parvient d'Indochine.

En même temps, des mesures draconiennes frappent les journaux démocratiques. Le « Duc Nha Nam », organe réformiste indigène, interdit; les gérants de « La Lutte » et de « L'Avant-Garde », arrêtés.

L'impérialisme français, les magnats de la Banque d'Indochine, les gros planteurs font donner leur appareil répressif, inexorablement.

L'IMPERIALISME A PRIS PEUR

A un moment où la bourgeoisie, en France, pousse son offensive contre les conquêtes de juin du prolétariat français, le but de cette répression s'avère évidente. Le prolétariat indochinois, suivi de certaines couches paysannes, « coupable » d'appuyer, l'année dernière, leurs revendications sociales, politiques et syndicales par un mouvement de grèves, généralisé à la presque totalité des corporations, doit être maté. Ces vagues de grèves se prolongent aujourd'hui encore par la grève générale de 10,000 cheminots du Transindochinois et par l'action permanente de l'ensemble du prolétariat et des masses laborieuses voulant réaliser l'organisation économique du pays, et enfin la lutte pour une organisation forte, puisque vieille de quelques années à peine la FIJL, groupe 340.000 adhérents, chiffre jamais atteint par aucune organisation révolutionnaire de jeunes, ni en Espagne ni ailleurs.

On connaît la rôle important joué par nos amis dans les récents événements contre toutes les menées de l'ennemi.

Les révolutionnaires sont dans la bonne voie puisque le succès en nombre couronne leur inlassable propagande.

La jeunesse anarchiste de France saute la FIJL, dont le chiffre de 340.000 est une réelle suffisance aux insinuations de ceux qui veulent présenter nos amis comme des tribulations irresponsables de l'antifascisme espagnol.

Elle les assure de sa solidarité dans la lutte révolutionnaire, sur tous les fronts.

Jeunesse A anarchiste C communiste

Après la réorganisation de la F.I.J.L.

Nous apprenons par le bulletin d'information de la F.A.I. que les délégués de 340.000 jeunes révolutionnaires adhérents à la F.I.J.L. se sont réunis pour mettre au point la réorganisation de la Fédération.

Les jeunes anarchistes de ce pays rappellent avec émotion l'effort héroïque fourni par nos camarades d'Espagne sur tous les fronts, aux barrières des premiers jours de la Révolution, par toute l'Espagne dans les émeutes ouvrières, à l'arrière pour la gestion économique du pays, et enfin la lutte pour une organisation forte, puisque vieille de quelques années à peine la F.I.J.L. groupe 340.000 adhérents, chiffre jamais atteint par aucune organisation révolutionnaire de jeunes, ni en Espagne ni ailleurs.

On connaît la révolution joué par nos amis dans les récents événements contre toutes les menées de l'ennemi.

Les révolutionnaires sont dans la bonne voie puisque le succès en nombre couronne leur inlassable propagande.

La jeunesse anarchiste de France saute la FIJL, dont le chiffre de 340.000 est une réelle suffisance aux insinuations de ceux qui veulent présenter nos amis comme des tribulations irresponsables de l'antifascisme espagnol.

Elle les assure de sa solidarité dans la lutte révolutionnaire, sur tous les fronts.

pinars et un motif « maison », ils se racontent volontiers les fines plaisanteries de corps de garde, plaisanteries qui, par leur bêtise séculaire, est au niveau de leur intellect.

Et c'est à ces individus que, demain, la jeunesse sera confiée. Abrutie par douze ans d'éducation physique (sic), elle devra encore subir pendant quatre ans la tutelle de nos fous et de ces hypocrites. On est en droit de se demander avec angoisse que sera cette jeunesse domptée par seize ans de militarisme. Il est probable que la liberté ne se présentera à elle que comme un vague souvenir. Le régime, alors, n'aura rien à envier à celui de l'Allemagne ou de l'Italie. Comment nos national-communistes osent-ils encore parler de liberté ? Eux qui réclament le vote de cette loi !

Sans remords, ils vendent sur l'ordre de Staline la jeunesse française à l'état-major. Se laissera-t-elle faire ? L'avenir le dira.

Quant à nous, nous sommes résolus à tout pour l'en empêcher.

GRANGER.

CONVOCATIONS

C. A. de la J.A.C. — Réunion de la C.A. mercredi 18 août, à 21 heures, au local du « Libertaire »

II^e, III^e et IV^e — Réunion, jeudi 19 août, à 21 h, 44, rue des Archives.

X^e — Le groupe est constitué, un communiqué paraîtra dans le prochain « Lib. »

XI^e — Réunion tous les 15 jours à partir du jeudi 19 août, 58, rue de la Roquette.

XII^e — Réunion tous les 15 jours à partir du mercredi 25 août, 219, Faubourg-Saint-Antoine.

XIII^e — Tous les mardis, 22, rue des Gobelins, à 20 h. 30.

XIV^e — Tous les mercredis, à 21 heures, café Papillon, 36, rue de Vanves

XV^e — Tous les vendredis à 21 h., 117, rue Saint-Charles, chez Orcel.

XVI^e — Boulogne-Billancourt, — Tous les mardis à 21 heures, chez Cuvillier, 50, avenue des Moulineaux, Billancourt.

XVII^e — Tous les jeudis à 20 h. 30, rue des Apprenants.

XVIII^e — Tous les mercredis, à 20 h. 30, au Sans Souci, 100, rue Ordener.

XIX^e — Réunion mardi 17 août, à 21 h., salle Quellenec, 70, rue de Flandre.

XX^e — Tous les mercredis, à 21 heures, chez Lejeune, 67, rue de Ménilmontant.

Etudiants et Lyceens libertaires. — Permanence tous les samedis au « Lib. »

Aubervilliers. — Tous les jeudis à 20 h. 30, chez Goubert, rue des Postes.

Aulnay-sous-Bois. — Tous les vendredis à 20 heures 30, salle Delrieu, 10, rue Jules-Simon (angle de la rue d'Amiens).

B

PARIS-BANLIEUE

A TOUS LES CORRESPONDANTS

Nous rappelons à nos correspondants que les communications pour les rubriques « Voix de banlieue et de province » doivent parvenir avant le lundi midi aux bureaux du Lib. Les copies doivent, chaque fois qu'il est possible, être visées des groupes. Elles doivent être écrites à l'encre, d'un seul côté de la feuille et, autant que possible, ne pas dépasser treize lignes.

COLOMBES

MENSONGES D'UN DON QUICHE

La C. E. démissionnaire du comité des chômeurs ayant distribué un tract : « Encore des élections ! Pourquoi ? ? ? » n'a pas eu le don de plaisir à certain larbin de la politique. Aussi, lisons-nous dans un journal à sa dévotion paru le 22 juillet, un article tissé de mensonges.

Il ment effrontément lorsqu'il dit que nous nous sommes imposés à la suite des vacances produites à la C. E. effectuées par des camarades ayant eu la chance de rentrer dans la pro-daction.

Écoutez la lanterne de ce fiston menteur, qu'il ignore pas que dans un vote précédent fait dans les mêmes conditions que celui-ci, dans une assemblée, à une question que j'avais posé à Carlinière, délégué du secteur, celui-ci proposa qu'aux vacances produites, on les remplace automatiquement par les candidats ayant obtenu le plus de voix suivants la nomination des 19 membres. C'est pourquoi plusieurs d'entre nous entreront logiquement dans la C. E.

En plus des responsables, tels un secrétaire et un trésorier adjoint, par leur attitude inqualifiable, furent relégués de leurs fonctions et remplacés par d'autres élus de la C. E.

Ces retraits valables furent votés à l'unanimité aux réunions de la C. E., même par ceux qui lui conviennent. Ces deux cellulards pas plus que les chahutiers de la caisse n'appartiennent à notre minorité.

Mais les remplaçants à la C. E. ainsi qu'aux postes de responsables n'étaient pas là, malheureusement, pour suivre les directives données par ailleurs. Ils avaient des yeux pour voir, des oreilles pour entendre et surtout une voix pour clamer la vérité. Cela gênait les chefs nacos et surtout ce dictateur en herbe.

Toutefois, un conseil à ce machiavélique : qu'il se contente dès ce jour, de la maigre allocation des sans-travaux, en laissant ainsi sa place à d'autres.

D. O., membre démissionnaire de la C. E.

STAINS

Les camarades syndicalistes qui voudraient créer un cercle d'étude et de défense syndicaliste de classe, sont invités à se mettre en rapport avec le camarade Rose, vendeur du Lib. le samedi matin, au marché de la mairie.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

CATASTROPHE ET... MODESTIE

Depuis le triste accident de chemin de fer du 29 juillet, dû à l'incurie criminelle du capitalisme, les nacos se livrent à une polémique effrénée et vont même jusqu'à prétendre que c'est grâce à leur promptitude que le désastre a pu être limité. Pendant que vous y êtes, messieurs les conseillers municipaux, pourquoi ne tiendriez-vous pas vos séances sur la voie ferrée ? Ça éviterait bien des accidents !

Comment personne n'y pensait, ils se sont adressés aux mêmes des félicitations. Chérif bien ordonné... Nous permettront-ils de leur faire honneurlement remarquer que des militants anarchistes ont également participé au sauvetage ? Qu'est-ce que nous attendons pour en tirer des conclusions sur la supériorité de la doctrine de Bakounine !!!

Mais ce n'est pas tout. Dans un article de leur journal « Travail », les nacos laissent percer le bout de l'oreille. Le rédacteur nous fait part de l'émotion qu'il a éprouvée en voyant des fils, gendarmes et curés secourir les victimes, et il « renforce au plus profond de lui-même les mauvais souvenirs » de l'époque où son parti était révolutionnaire et anticlérical.

Il n'oublie pas, bien entendu, le petit couplet hypocrite contre les actionnaires de la compagnie. Qu'attend-il pour nous dire ce que le lamentable gouvernement Blum-Thorez-Daladier a fait pour déposséder les compagnies de leurs priviléges quasi féodaux ?

Pour les nacos, toutes les occasions sont bonnes pour placer leur sale camelote d'union sacrée et de réconciliation des classes.

Pour nous, anarchistes, les gendarmes seront toujours des vaches, les curés des fils et les politiciens des charlatans.

Le groupe.

VOIX DE PROVINCE

COMMENT

UN BAGNE

Nous parlerons cette semaine du puits Saint-Etienne de la mine des Fenières, car c'est l'endroit qui mérite le plus qu'on parle de lui. Tout le monde sait que le travail de la mine est un métier pénible, mais aux Houillères des Fenières (Société Châtillon-Commentry-Neuves-Maison), les ouvriers travaillent dans des conditions vraiment criminelles.

Les mineurs entrant dans la cage pour descendre ; et c'est la douche froide car il pleut comme un jour d'orage. Au niveau 300, c'est noyé, il y a au moins 10 centimètres d'eau par endroits ; à ce régime, au lieu de la retraite, les travailleurs sont plus sûrs d'attraper des rhumatismes.

Au plan 16, ainsi qu'au plan 8, il fait une chaleur suffocante. Mais cela n'est encore rien ; pour pousser les bennes il faut se crever car les galeries sont très basses et très étroites, point de réparation, du charbon et du charbon. La mentalité des chefs est très mauvaise.

A ce sujet il y a un jeune loutis d'une trentaine d'années, surnommé Franco, nom qui va d'ailleurs très bien à un traître ; car ce jeune aboyer faisant les fonctions de chef de poste était en juillet 1936 le plus enrôlé des meuniers de grève. Il fut donc, c'est clair comme de l'eau de roche, acheté par la direction et versé dans la catégorie des mouchards. Et maintenant, du matin au soir il aboie dans les galeries. Tout cela peut bien durer un certain temps mais il arrive aux chiens méchants de se faire museler et cela pourraient bien lui arriver, car si avant cela ne se se produisait, il va devenir enrôlé. Nous parlons de celui-là, parce que c'est le plus féroce, mais les autres, du plus petit au plus grand, sont bien aussi les dignes valets et gardes-chiourmés du capital.

Camarades mineurs si vous voulez chasser vos tyrons, si vous voulez travailler dans vos conditions acceptables pour nourrir votre famille, venez rejoindre le groupe anarchiste qui lutte pour l'affranchissement du prolétariat.

LE PREMIER DEVOIR
DU MILITANT
EST DE S'ABONNER
AU « LIBERTAIRE »

AIMARGUES-GRAU-DU-ROI

Jeudi 29 juillet, alors que sur la coquette plage du Grau-du-Roi chacun se délassait des dures journées de labour, soudain on entendit au large à trois milles à peine du fort de l'Espiguette, gronder le canon.

Que se passait-il au juste ? Personne n'osait croire à la réalité, c'était pourtant le torpillage en règle de deux bateaux espagnols par des sous-marins. Un nuage de fumée s'éleva. Les deux cargos tuyaient à toute vapeur pour éviter le tir.

Mais il faut reconstruire dans leur ensemble les événements que la grande presse, y compris celle de gauche, a passés sous silence.

Il faut d'abord savoir que tout le long de la côte foisonnent des centres d'espionnage fasciste. De la sorte les deux cargos furent signalés aux sous-marins qui les prirent en chasse jusqu'au Golfe du Lion. Les quatre sous-marins surgirent simultanément des flots bloquant l'un des navires. Celui-ci voyant le drapeau français arboré sur l'un d'eux était sans défense. Cela se passait, précisons-le, dans les eaux françaises, à plus de cent kilomètres des eaux espagnoles. Suivant la coutume, l'équipage rendait les honneurs au pavillon. C'est à ce moment qu'un des sous-marins, s'approchant à moins de cinquante mètres, ouvrit le feu sur le navire à mitraillasse, fauchant les hommes d'équipage. Puis le bateau fut canonné et incendié.

Les hommes avaient dû fuir, se jetant à la mer. Les mitraillées les coulaient alors presque à bout portant. Un certain nombre d'entre eux, réfugiés sur un radeau, furent abattus comme à la cible.

Il faut se rappeler que la marine de France n'a pas de sous-marins. Alors, à qui appartenait ces unités qui firent une besogne de mort si atrocité ? Poser la question c'est y répondre. Ces sous-marins, usant d'une ruse particulière, démontèrent dix-sept heures dans l'eau, allant à la dérive, avant d'être recueillis !

Les premiers secours furent apportés par des pêcheurs du Grau-Roi. Il faut dire aussi que le souci de récupérer l'épave joua un rôle plus grand que le sort des hommes...

Les obsèques civiles — et non pas religieuses, comme l'a prétendu mensongèrement un canard régional — des assassinés du fascisme eurent lieu accompagnées par une nombreuse assistance.

MARSEILLE

AVIS A NOS AMIS

C'est par erreur que la causerie sur « Pages d'histoire sur la Révolution russe, ou l'Europe en 1920 » a été annoncée dans le Lib. de la semaine passée, le 19 juillet ; c'est le jeudi 19 août, à 21 h., à notre siège, 18, rue d'Italie, qu'elle aura lieu.

Invitation fraternelle à tous.

Le camarade L. Boissin est prié de venir chercher ses trois livres. Voir Pascal tous les jeudis au siège, ou la Cannebière de 17 h. à 19 h. 30 à la vente du lib le vendredi.

Jeudi 19 août, à 18 h., réunion d'information réservée aux membres du groupe. Tous les copains doivent être présents.

ST-ETIENNE (Groupe Ascaso-Durruti)

Tous les camarades de Saint-Étienne doivent assister à la grande sortie champêtre que nous organisons le 22 août, au Pont Bayard, près de Talairière ; prendre les cars à la grande poste de l'avenue Président-Faure : des flèches indiqueront l'endroit exact du lieu.

Le soir, à l'issue de cette promenade, un camarade de l'Union anarchiste prendra la parole ; un camarade de la F.A.I. expliquera l'attitude du mouvement espagnol dans les événements actuels.

Aussi il est indispensable que tous les camarades réservent cette journée pour assister à notre sorte fraternelle qui sera remplie de franche camaraderie.

Le groupe.

SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT

CHARITE CROIX DE FEU

Il existe à St-Jean-Pied-de-Port (Basses-Pyrénées) une colonie de 600 petits réfugiés espagnols anti-fascistes.

Il existe aussi à St-Jean-Pied-de-Port un député P.S.F. notoire, Ybarregaray et un municipalité P.S.F.

Les prolos du pays portaient autrefois aux enfants espagnols des vivres, des vêtements, voire même de l'argent. Mais les Croix de Feu de la municipalité ont su mettre bon ordre à tout cela.

Crainquant que le bénéfice d'une bonne action aux yeux des ouvriers du pays, ils ont interdit à toute personne ne possédant pas un sauf conducteur, d'apporter quoi que ce soit aux enfants.

Il était en effet gênant de voir, à chaque arrivée des prolétaires amenant du secours, en saillant du poing, de petits bras se tendant pour répondre, en un salut semblable. Maintenant, comme le sauf-conduit n'est accordé qu'aux P.S.F. et sympathisants, et que ceux-ci se gardent d'aller pour provoquer de tels gestes, tous ont rentré dans l'ordre. Les gosses sont moins seuls, évidemment, mais plus de poings tendus, plus d'internationalisme, plus de cris révolutionnaires et comme supplément, les P.S.F. s'adjugent le « soutien » des enfants en se procurant une belle réclame.

Il était en effet gênant de voir, à chaque arrivée des prolétaires amenant du secours, en saillant du poing, de petits bras se tendant pour répondre, en un salut semblable. Maintenant, comme le sauf-conduit n'est accordé qu'aux P.S.F. et sympathisants, et que ceux-ci se gardent d'aller pour provoquer de tels gestes, tous ont rentré dans l'ordre. Les gosses sont moins seuls, évidemment, mais plus de poings tendus, plus d'internationalisme, plus de cris révolutionnaires et comme supplément, les P.S.F. s'adjugent le « soutien » des enfants en se procurant une belle réclame.

Il n'y a pas de loi sur la matière.

Il n'y a pas que l'interdise. Et ce qui n'est pas défendu est permis, selon le droit bourgeois.

Quoi qu'il en soit, prolétaires ! Formez tout de suite dans vos maisons, dans vos chantiers, dans vos bureaux, dans vos magasins et épiceries, dans vos écoles, dans vos églises et dans vos églises, pour que les parents luttent contre le fascisme. Que les représentants français des rebelles pillards et assassins d'Espagne nous rendent ces gosses, ils appartiennent au prolétariat et non au fascisme.

LA VOIX DES CHOMEURS

LES SALIGAUDS

Les malheureux chômeurs ne semblent pas avoir bien compris qu'il n'y a rien à attendre des délégations, des meetings et autres faribolos au cours desquelles leurs « dirigeants » continuent à leur bourrer le crâne comme par le passé en « dirigeant » leur train de revendications sur la voie de garage.

Quand le Parlement fonctionne, on leur dit :

« Attendez le départ des Chambres, le Gouvernement nanti des pleins pouvoirs, réglera tout par décrets. » Quand les Chambres sont en vacances, on leur raconte : « Attendez la rentrée parlementaire et ne nous fait rien faire avant ! » Dans tous les cas, il faut toujours attendre, Serrez votre ceinture d'un cran, camarades, car la vie est chaque jour plus chère, les petits commerçants, les petits industriels, les petits artisans, sont donc dans l'obligation de faire des petites augmentations, eux n'attendent pas ! Je sais bien que depuis longtemps vous attendez. Alors, vous devez en avoir l'habileté, continuer vous vous habituerez aussi à crever, et quand le dernier d'entre vous aura disparu, alors nous pourrons annoncer qu'il a réalisé un des points de son programme : la résorption du chômage.

Les nouveaux dirigeants ne font rien de plus que ceux qui les ont précédés. En cela ils ressemblent aux fonctionnaires de modèles différents qui suivent la même voie. Elles mettent un temps plus ou moins long pour arriver à destination, sauf dérangement. Mais elles parviennent au même but, et dérangent toujours pour les mêmes causes. Il ne s'agit pas de changer les hommes, mais de changer le système.

Mais nous sommes en vacances, car il paraît que les camarades qui les ont précédés.

La grande presse française, répète-t-elle, est restée muette devant ce forfait exécable.

A signaler aussi qu'il fallut aux autorités officielles de longues heures de réflexion pour se décider à secourir les rescapés. Certains — ils n'étaient plus que quatorze, les malheureux — démarrent dix-sept heures dans l'eau, allant à la dérive, avant d'être recueillis !

Les premiers secours furent apportés par des pêcheurs du Grau-Roi. Il faut dire aussi que le souci de récupérer l'épave joua un rôle plus grand que le sort des hommes...

Les obsèques civiles — et non pas religieuses, comme l'a prétendu mensongèrement un canard régional — des assassinés du fascisme eurent lieu accompagnées par une nombreuse assistance.

Le groupe.

A PROPOS

DU CONTROLE OUVRIER

Le « contrôle ouvrier » c'est l'étude immédiate du fonctionnement de tous les rouages de la production et des échanges.

Proletaires de tous les pays ! de tous les pays ! n'attendez pas de bons patrons, de bons législateurs, non plus que de nos responsables affaiblis... l'exercice du Contrôle ouvrier. Formez tout de suite dans vos maisons, chantiers, entreprises et syndicats des comités permanents d'études et d'action qui vous familiariseraient avec tous les fonctionnements de la machine sociale et vous tiendriez prêts à prendre possession de tout.

Après la Révolution.

Après octobre 1917, les ouvriers triomphants ont été incapables de compléter l'expropriation des expropriateurs. Ils ont forcé Lénine à la N. E. P. et ses remplaçants à la tyrannie stalinienne.

En Allemagne, en Italie, les prolétaires qui en avaient profité de leur Révolution parce qu'ils n'étaient pas préparés à la prise de possession. Et cette impuissance s'est renouvelée contre eux.

En Espagne, en Catalogne surtout, les embryons de contrôle ouvrier créés sous l'égide des syndicats de la C. N. C. qui en avaient popularisé l'idée chez les militants, ont permis de faire face, dès le 19 juillet, aux difficultés colossales nées de la désertion des entreprises par les techniciens. Cependant si les conditions générales de la lutte avaient permis sur une plus grande échelle la création et le développement de commissions techniques prêtes à se substituer aux rouages dirigeants du capitalisme, les conquêtes révolutionnaires seraient mieux assurées sur leurs bases.

Aussi ces exemples doivent nous servir de leçons.

Nos responsables, surmenés, forment des commissions de fêtes, de solidarité de sport et de loisirs. Pourquoi ne veulent-ils pas de comités d'études et d'action révolutionnaire, de comité de contrôle ouvrier ?

Il n'y a pas de loi sur la matière.

Il n'y a pas que l'interdise. Et ce qui n'est pas défendu est permis, selon le droit bourgeois.

Quoi qu'il en soit, prolétaires ! Formez tout de suite dans vos maisons, dans vos chantiers, dans vos bureaux, dans vos magasins et syndicats, dans vos écoles et d'action révolutionnaire.

Emmanuel QUESNEL.

Jean MARESTAN

L'EDUCATION
SEXUELLE

Edition revue, augmentée

de chapitres nouveaux

Afin de sauvegarder les avantages acquis, les prochaines luttes ouvrières devront, en opposition à toutes visées politiques imposer :

LE CONTROLE OUVRIER ;
L'ÉCHELLE MOBILE
DES SALAIRES.

Les syndicalistes veulent passionnément la paix...

La presse de gauche cite abondamment cette phrase que Jouhaux a prononcée dimanche dernier : *les syndicalistes veulent passionnément la paix*. On y reconnaît le type de ces déclarations vaines avec lesquelles on satisfait une opinion crédule toujours prête à se payer de mots. Car tous les hommes veulent la paix, cela va sans dire. Les militaires la veulent dans l'honneur, les capitalistes dans le maintien ou l'accroissement de leurs profits, feu M. Poincaré dans le retour à la mère-patrie de l'Alsace-Lorraine.

Le secrétaire de la C. G. T. renouvelle, il est vrai, la formule. La paix, les syndicalistes la voudraient dans la dignité et l'indépendance de chaque peuple. Mais là encore, nous ne trouvons pas notre compte. Qu'est-ce que la dignité d'un peuple et où commence son indépendance ? Nous imaginons volontiers avec une sorte de satisfaction orgueilleuse que le peuple français possède à la fois la dignité et l'indépendance. Par contre nous savons que le parti national-socialiste a fait de la reconquête de la dignité du peuple allemand l'essentiel de son programme et qu'il engagerait au besoin toutes les forces de la nation allemande dans une guerre si un gouvernement étranger prétendait porter atteinte à cette dignité. Nous savons, par ailleurs, que les nouveaux maîtres de l'Espagne gouvernementale prétendent que le peuple espagnol doit recouvrir son indépendance avant tout en boutant hors de la péninsule les hordes allemandes et italiennes.

La dignité, l'indépendance d'un peuple seraient donc la mesure dans laquelle il accepte d'être dupé au nom d'une idéologie étrangère à ses intérêts. La dignité, pour le peuple allemand, consisterait à accepter son propre massacre pour que l'honneur de ses tyrans soit sauf. L'indépendance, pour le peuple espagnol, consisterait dans l'oubli de tout son passé révolutionnaire, dans la subordination de toutes ses revendications de classe à la poursuite d'une guerre nationale dont le résultat le plus clair serait une simple substitution de souveraineté qui ne modifierait en rien l'exploitation dont il souffre. Plaisante indépendance et plaisante dignité ! C'est pourtant sur un pareil verbiage qu'on édifie encore aujourd'hui une théorie de la paix. Il faudrait désespérer si l'on ne gardait pas l'espoir de voir dénoncer l'imposture par ceux-là qui en seraient les premières victimes.

En attendant, il nous faut bien répéter quelques-unes de ces vérités élémentaires qu'on s'ingénie aujourd'hui à dissimuler. Il n'est point de dignité, point d'indépendance pour les peuples. Tous sont également tenus en esclavage, tous sont également sacrifiés pour la défense d'intérêts qui ne sont pas les leurs. Par des procédés différents, leurs maîtres continuent à les bafouer en les poussant, au nom d'un désir de l'idéal patriotique, vers les charniers impérialistes. Leur assujettissement est égal.

La dignité, l'indépendance d'un peuple ne sauraient donc tenir dans la puissance de son armée ou de sa diplomatie ni dans la direction que prendront les pyrites qu'il extrait, à la sueur de son front, du sol national. Escroquerie tout cela. La dignité d'un peuple, son indépendance ne peuvent être conquises que dans son effort pour se libérer d'un régime qui l'opresse et le déshonneure. Elles sont dans la révolte du peuple parisien en 1789, dans la résistance des communards, dans l'assaut que les prolétaires d'Espagne donnèrent contre les casernes de Barcelone et de Madrid.

Ainsi doit-on révoquer la formule de Jouhaux. L'accepter signifierait qu'il peut y avoir des guerres légitimes : celles qu'on fait au nom de la dignité et de l'indépendance nationales. On sait où cela nous a menés. On ne doit pas ignorer où cela nous mènerait demain.

Hors de la guerre nécessaire contre le capitalisme, les travailleurs veulent la paix, la paix sans conditions.

LASHORTES.

le libertaire syndicaliste

LA FARCE CONTINUE

Le tribut de la C.G.T.
au rassemblement
populaire

Enfin, la recrudescence d'agitation provoquée par le sabotage patronal des conventions collectives est parvenue à émouvoir l'appareil syndical qui s'est décidé à convoquer une réunion extraordinaire du Comité confédéral national, afin d'envisager la situation.

Nous disons bien : *évisager la situation*, car il ne s'agit pas, comme bien on pense, de se laisser aller à préconiser des mouvements « inconsiderés », mais simplement de tenter, par l'intermédiaire de ce cher gouvernement Chautemps-Bonnet, qui continue le Front populaire, de faire entendre raisons à MM. les patrons.

Pour ce faire, on a adressé à celui-ci une requête contenant les principaux griefs cégétistes contre les manœuvres patronales.

Ce document vaut d'ailleurs qu'on s'y arrête un instant. Après un bref examen de la situation, il commence par protester de la sincérité des travailleurs de vouloir collaborer au redressement de l'économie nationale dans les cadres fixés par la loi. Nous avouons ne pas discerner la nécessité d'une telle affirmation pour la défense des intérêts ouvriers. Nos dirigeants, eux, lègèrement de ne pas « isoler la classe ouvrière », ne voient pas la chose du même œil, et ils se sont empressés de dénoncer les méchancetés patronales dont la campagne venimeuse accuse la C. G. T. « de provoquer la diminution de la production ».

Quel odieux mensonge ! Elle « qui ne cesse de demander à la classe ouvrière une production normale et consciente ».

Autrefois, devant la mauvaise volonté patronale, on mettait en pratique cette méthode d'action directe : « A mauvaise paye, mauvais travail », sans s'inquiéter autrement de l'économie nationale ». Par ce moyen, le patronat voulait rapidement à composition. Aujourd'hui, on s'inquiète d'abord de ne pas contrarier soit l'économie, soit la défense nationale. Avec une telle conception, on ne peut qu'être contre les mouvements grévistes, aussi les résultats sont-ils tout différents.

Mais revenons à la résolution. Elle reconnaît

que le relèvement du coût de la vie a annulé pour la plupart des travailleurs les augmentations de salaire, cela aussi bien sous le gouvernement actuel que sous le précédent, ce qui ne l'empêche pas d'attendre du gouvernement défaitiste Chautemps-Bonnet, qui vient encore d'aggraver le pouvoir d'achat ouvrier, un remède à cette situation.

Puis l'on enregistre une fois de plus le fiasco de la procédure de conciliation et d'arbitrage obligatoires dont on persiste cependant à attendre des bienfaits moyennant certaines retouches ici et là, et encore là, puis par des sanctions à l'égard des contrevenants, c'est-à-dire aussi contre les ouvriers qui ne voudront pas accepter une décision arbitrale leur étant défavorable. Résultat : la vindicte patronale est, tenez-vous, l'institution d'une juridiction arbitrale appliquant des règles sanctionnées.

Enfin, on veut bien rappeler dans cette note que le vote d'une loi contre l'arbitraire patronal sur l'embauchage et le débauchage avait été une des conditions de l'acceptation de la reconduction des conventions collectives, et l'on signale très justement que la plupart des grèves proviennent des licenciements abusifs de délégués ouvriers ou des militants les plus actifs. Or, le moyen radical, le procédé efficace déniché par nos dirigeants pour empêcher que s'exerce plus longtemps la vindicte patronale est, tenez-vous, l'institution d'une juridiction arbitrale appliquant des règles sanctionnées.

Naturellement, on ne pouvait s'abstenir d'un petit couplet : ô combien modeste — sur la « solidarité » à l'Espagne antifasciste. Sans plus d'ailleurs.

Après une mise en garde de Jouhaux contre la grève du bâtiment décidée pour le 11 août, le C. C. N. n'a manqué de terminer son adresse au gouvernement en lui manifestant son désir de lui maintenir sa collaboration confiante dans le respect de la légalité établie.

Puis il s'est séparé, la conscience en repos.

Nous doutons que les travailleurs, eux, soient satisfaits. Devant la carence de leurs dirigeants, leur reste une alternative : se sauver eux-mêmes.

N. FAUGIER.

P.S. — Chautemps a promis une réponse pour la fin de ce mois. Attendons sans impatience et sans illusion les résultats de cette « prise en considération ».

LE MOUVEMENT SYNDICAL

LE CONGRÈS DES INSTITUTEURS

Ceux qui ne marchent pas...
...ce sont les instituteurs

Comme chaque année, leur congrès a été le signal d'un beau chant dans la grande presse. Rien n'a manqué : ni les injures et l'indignation tarielle des journaux réactionnaires, ni les catardes insinuations du diarrhéique Vauzelles.

Les débats qui durent trois jours s'ouvrent mardi matin dans la grande salle de la Mutualité. Plusieurs délégués étrangers y assistent et les galeries étaient bondées d'auditeurs. Je n'enverrai pas dans le détail de la discussion passionnée qui mit aux prises les délégués des différentes sections départementales. Malgré les affirmations d'une certaine presse, les problèmes pédagogiques furent longuement étudiés. Mais l'attention des congressistes fut particulièrement retenue par les questions sociales et le tragique, l'éternel problème de la paix.

Les débats qui durent trois jours s'ouvrent mardi matin dans la grande salle de la Mutualité. Plusieurs délégués étrangers y assistent et les galeries étaient bondées d'auditeurs. Je n'enverrai pas dans le détail de la discussion passionnée qui mit aux prises les délégués des différentes sections départementales. Malgré les affirmations d'une certaine presse, les problèmes pédagogiques furent longuement étudiés. Mais l'attention des congressistes fut particulièrement retenue par les questions sociales et le tragique, l'éternel problème de la paix.

Le 1^{er} juillet, je vous assure qu'il est loin l'enthousiasme d'antan. Les orateurs ont, pour la plupart, vivement critiqué l'expérience du Front populaire et le syndicalisme gouvernemental en a pris un bon coup. Personne n'a plus confiance et ce n'est pas seulement le Sénat qui l'accuse d'avoir provoqué l'état de choses actuel. La faille du régime parlementaire est nettement dénoncée par plusieurs délégués qui s'écrient : « Il faut revenir à la lutte de classes et à l'action directe. Nous ne voulons plus voir substituer la supplication à la revendication et la démarche à l'action. »

Pour nos camarades la situation est angoissante. La guerre est sur le monde, elle est sur nous, chaque jour davantage et les partis de gauche ne font rien pour l'éviter. Au contraire ils s'y préparent fébrilement sous le couvert d'un faux pacifisme. Les budgets militaires enflent d'une année à l'autre ; par tous les moyens on mobilise les consciences. Depuis un an l'union sacrée est faite dans notre pays et, il faut bien le dire, une partie de la C. G. T. approuve ou tolère cette union sacrée. Jamais on n'avait vu pareille déchéance du syndicalisme. Les instituteurs protestent vigoureusement contre l'antifascisme belliqueux du Front populaire. Ils saluent du fond du cœur les révolutionnaires espagnols défendant héroiquement leurs libertés mais ils déclarent qu'ils refusent de participer à une croisade idéologique contre les fascismes extérieurs.

Les instituteurs dénoncent aussi la politique religieuse du Front populaire. On sait que les partis de gauche ont répudié solemnement tout anticléricalisme : les communistes multiplient leurs appels à l'union entre français et tendent la main aux catholiques ; par la voix de leur président, Campinchi, les radicaux ont renié Gambetta et les socialistes se taisent. Comme Sébastien Faure le rappelait, il y a quinze jours, l'Eglise est plus forte que jamais. Pour nous sceller et renforcer l'union sacrée, le gouvernement du Front populaire traîne le clergé avec tous les égards possibles et rend hommage à sa puissance. On s'explique l'amer Lorraine en rose aux vexations et aux persécutions de la cléricale, redevenue maîtresse du pays. Tous à tour ils viennent exposer à la tribune le danger d'une possible alliance avec l'Eglise. Dans les provinces, dans un délégué de l'Ouest, il n'y a ni royalistes, ni monarchistes, ni croix de feu, mais le clergé qui impose sa volonté, par tous les moyens. Si vous ne réagissez pas, craignez qu'au moment déclisé, il n'y

ait, comme en 1790, une Vendée qui vous tire dans les dos.

Dans les colonies, et particulièrement en Afrique du Nord, le Front populaire n'a rien fait pour améliorer le sort des indigènes. Les instituteurs musulmans se plaignent d'être traités en inférieurs et de vivre sous le régime de la terreur. « On n'hésite pas à nous demander notre sang ; on le répand à profusion, déclare l'un d'eux, mais on nous refuse le pain et la liberté. »

Bref, ce congrès a montré l'amère déillusion des instituteurs qui, l'an dernier, faisaient confiance au Rassemblement populaire. Au moment où l'union sacrée se développe de jour en jour, en un temps où les esprits ne résistent plus à la psychose de guerre, le pacifisme de nos camarades à quelque chose de consolant. Regrettions seulement leur insistance à vouloir imposer la médiation en Espagne. La médiation négociée par les impérialistes français et anglais, ne se ferait que sur le dos du prolétariat espagnol lorsque toute opposition révolutionnaire aurait été écrasée. Vraiment nos camarades manquent de clairvoyance. Ce n'est pas ainsi que doit se manifester la solidarité internationale. Notons également la volonté ferme des instituteurs de maintenir l'indépendance du syndicalisme vis-à-vis des partis politiques. Cette volonté s'est traduite par plusieurs interventions de délégués condamnant les manœuvres sournoises des staliniens qui cherchent à s'emparer de la direction confédérale.

Si l'on considère que les deux motions présentées par le bureau — l'une réclamant une politique plus hardie de la C. G. T., l'autre condamnant sans réserve l'union sacrée et manifestant une opposition irréductible à la guerre — ont été votées par 840 voix contre 130 et que la minorité est très nettement révolutionnaire on a le droit d'être satisfait et l'on peut

CHEZ PANHARD ET LEVASSOR

Solidarité ouvrière ou solidarité politique ?

Un camarade ayant demandé à un délégué d'atelier, avec compte rendu de la grève de la « Soie », 104 jours d'occupation, s'il était possible de faire quelque chose pour ces camarades en lutte, il lui fut répondu que les collectifs étaient interdits dans les ateliers, mais que l'on verrait. En réalité, on ne vit rien ; ou plus tôt si : on vit deux jours après cette demande restée sans réponse, des listes circuler dans ces mêmes ateliers, où toute quête est interdite, pour les grévistes des Abattoirs. Fort bien, mais pourquoi ces différences de traitement ? Est-ce parce que les camarades de la « Soie » n'avaient rien demandé au Comité local du 13e, on ne sait pas quels ont besoin d'être secourus après 104 jours d'occupation. En termes clairs, cela veut dire que la demande ne vise pas de nos amis staliniens, elle ne pourra servir de propagande pour eux. Ceux qui sont en lutte ne comptent pas.

A tous les camarades syndiqués de comprendre que la solidarité ouvrière, chez Panhard comme ailleurs, ne doit pas être un tremplin politique — comme pour l'Espagne, par exemple — pour les staliniens dont la devise semble être : « Je donne quelque chose, mais tâche de savoir que c'est le gîtrant parti de la France libre, forte et heureuse qui te le donne. »

GEO.

compter sur les instituteurs pour épauler l'acte ouvrier et maintenir la paix.

LOUIS LAPLAUD.

P. S. — Le premier jour, Jouhaux vint saluer le congrès au nom de la C. G. T. Il fut accueilli très fraîchement. De toutes parts on lui criait : « Vendu ! Sac au dos ! Rappelle-toi 1914 ! etc. » On n'insultait pas le représentant de la classe ouvrière, comme certains l'ont prétendu. La manifestation était toute spontanée et s'adressait à Jouhaux lui-même. Pouvait-on, en effet, laisser parler, sans rien lui dire, l'homme qui, en 1914, ne fit rien pour empêcher la guerre et avouait cyniquement, dimanche dernier, la fraîcheur des élus ouvriers et la sienne propre ? De plus, Jouhaux fut souvent interrompu dans son discours. Cela était la faute des instituteurs si Jouhaux ne parlait pas en militant syndical mais en représentant de l'impérialisme français ?

Et pourtant il y avait à faire. Hélas ! nous n'avons vu jusqu'à présent que de grandes manifestations ; or à défaut d'intelligence et de compréhension on ne demandait aux camarades que de défiler le poing tendu et d'écouter des discours.

La classe ouvrière ne vous intéresse que quand vous sentez que votre atelier de fonctionnaire tend à vous échapper. Pour ma part, je ne crois pas à votre sincérité, ni à votre répentir tardif.

N'est-ce pas encore un de votre clique, un Jouhaux qui revendique à Toulouse l'idée de Nation ?

C'est vrai que le même en 1914 prenait avec tout son courage patriote le chemin de Bordeaux, pas tout seul, avec tous les renégats de la classe ouvrière. Tous mobilisés au bouurage de crâne à l'arrière. Nous ne pouvons compter sur vous pour mener à bien la libération des travailleurs.

Le réformisme et la collaboration gouvernementale, la collaboration avec notre bourgeoisie, vous situez nettement. Et je crois même qu'il n'y a pas tellement de différence entre vous et les staliniens. Les ouvriers devront donc lutter et contre vous et contre les hommes de Moscou, larbins à tout faire du parti communiste.

Par ailleurs, tous les vrais syndicalistes, révolutionnaires, ceux qui veulent supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, viennent avec nous.

ORBUS.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES GROUPES D'USINES

Tous les camarades des groupes d'usines sont invités à assister à l'assemblée générale qui aura lieu le samedi 7 août, à 9 heures, salle des « Deux Hémisphères » (angle rue Château-d'Eau et Faubourg Saint-Martin).

Ordre du jour : Préparation du congrès de l'U. A.

La Commission.